

Emeutes de la faim dans les pays du sud La Finance contre les peuples

De violentes émeutes populaires ont éclaté ce printemps dans de nombreuses villes de pays du Sud (Haïti, Egypte, Sénégal, Burkina, Asie, Amérique centrale...) devant la hausse vertigineuse des produits alimentaires de base. Elles sont révélatrices d'une crise alimentaire mondiale qui risque de s'installer durablement si aucun changement radical d'orientation des politiques agricoles actuelles n'est mise en place. Déjà depuis quelques décennies, la faim et la malnutrition touchent 860 millions d'habitants. Selon la FAO, un enfant meurt toute les 15 secondes, et chaque jour 100 000 personnes meurent de faim ou de ses séquelles. Avec l'explosion des prix des denrées alimentaires de base, fin 2007, la situation est dramatique et désespérée pour des centaines de millions de consommateurs et de petits producteurs qui ne peuvent vivre de leur récolte.

Une catastrophe qui n'a rien de naturelle

Ecartons l'argument de la pénurie. Certes, si les stocks actuels sont faibles, ils permettent quand même de faire la soudure entre les deux récoltes et les perspectives de récolte pour 2008 sont bonnes. Certes, il y a une forte demande sur les céréales et les oléagineux pour alimenter des élevages et répondre à la hausse de consommation de viande des classes moyennes en Chine et en Inde mais cela n'empêche pas ces deux pays d'être exportateurs nets de céréales. Certes, il y a eu des accidents climatiques qui ont diminué les récoltes de céréales mais ces accidents ont une influence limitée. Ce n'est pas la raréfaction des produits qui déclenchent ces révoltes, mais l'impossibilité financière pour près d'un milliard d'habitants d'accéder à une nourriture de base.

Les vraies causes

Il faut se tourner vers les politiques structurelles issues de doctrines libérales aux choix économiques désastreux : cette logique est celle d'une liberté totale de circulation des capitaux et celle des États qui choisissent non pas d'instaurer des réglementations sociales, environnementales mais au contraire de les réduire et les faire disparaître. De fait le contrôle de notre alimentation est confié de plus en plus aux seules mains de grands groupes internationaux

Les bras institutionnels, le Fonds monétaire international (FMI) et la Banque mondiale (B.M.) ont contraint les pays du Sud, au prétexte du remboursement de leur dette, à orienter leur agriculture vers des cultures d'exportation au détriment de leurs cultures de subsistance assuré par le marché mondial ; avec les plans d'ajustement structurels, supprimant les subventions aux produits de base, réduisant des budgets sociaux et privatisant les services publics, c'est la négation de la souveraineté alimentaire de très nombreux pays de plus en plus dépendants de l'évolution des marchés mondiaux. De même, sous l'égide de l'Organisation mondiale du commerce (O.M.C.), les tarifs douaniers des pays du sud sont progressivement démantelés laissant sans protection les agriculteurs du sud et privant d'autant les États de rentrées financières. Avec les Accords de (faux) partenariat économique (A.P.E.) avec des pays africains, Caraïbes et Pacifique, la politique de l'Union Européenne participe des mêmes principes.. « L'ouverture » des pays du Sud qui consiste en la mise en concurrence des producteurs du sud avec des grands trusts alimentaires entraîne la destruction d'une agriculture vivrière, la pauvreté, la faim et l'exode. Ces institutions internationales et les États qui les soutiennent sont responsables de ces choix et doivent rendre des comptes.

Deux phénomènes viennent renforcer les effets désastreux de ces politiques agricoles :

* Les agrocarburants (souvent appelés à tort biocarburants) : ils nourrissent les moteurs, pas les peuples

Avec la flambée du pétrole, de nombreux pays, avec le soutien de trusts, se tournent vers cette énergie de remplacement pour les voitures : Brésil depuis longtemps, États-Unis, Europe : la demande actuelle de maïs pour produire de l'éthanol représente 10% de la consommation mondiale. Outre ses dégâts environnementaux, cette culture enlève des terres pour l'alimentation (ou participe à la déforestation pour la culture de nouvelles parcelles) et font monter les prix du produit servant aux agrocarburants et ceux de produits de substitution ; elle alimente ainsi la spéculation.

* Quand le blé vaut de l'or :

Depuis près d'un an, les capitaux délaissent le marché des actions et de l'immobilier et prévoyant la hausse des matières premières et des produits alimentaires, investissent et spéculent sur le maïs,

soja, colza, riz, blé, en passant des contrats à terme qui leur permettent d'acheter des produits à un prix fixé le jour J mais payable au jour J + x jours, qu'ils revendent avec de substantielles plus values. C'est l'ensemble des produits alimentaires les plus élémentaires, devenus des valeurs financières, qui est passé sous la domination de la finance mondialisée. Ainsi des centaines de millions d'êtres humains sont menacés de famine alors que fonds spéculatifs ou autres acteurs économiques font fortune, sans état d'âme, sur des ressources alimentaires de base. « Le blé, le riz ne se mangent plus, ils s'échangent. »

Rien de naturel dans cette crise alimentaire mais les orientations néolibérales des institutions financières ou non internationales, les politiques des États ou groupe d'États les plus puissants, la forte pression des grands groupes financiers et économiques, conduisent à cette situation.

En Europe certains pensent que seuls les pays du Nord peuvent nourrir les pays du Sud en produisant le plus possible de céréales (au détriment de l'écologie) pour alimenter le marché.

C'est une impasse totale : il faut changer radicalement de cap en rupture avec les politiques actuelles.

Des changements profonds sont nécessaires

Portées par des organisations paysannes au sud comme au nord, des ONG, des associations en lien avec le sud, écologiques, altermondialistes, des chercheurs, des réponses existent.

Sans approfondir ces dernières, on peut avancer des points forts :

- Le droit à la souveraineté alimentaire, c'est-à-dire le droit des populations, des États ou groupe d'États à définir leur propre politique agricole et alimentaire doit être reconnu par l'ONU ; l'accès à l'eau et à la nourriture doit être reconnu comme un droit fondamental et rendu effectif.
- Une régulation mondiale du commerce des produits agricoles dans le cadre d'une instance internationale sous l'autorité des Nations unies doit se mettre en place :
 - régulation des prix mondiaux compatible avec l'intérêt général,
 - recours aux stocks public.
- Il faut instaurer la promotion des savoirs faire paysans, des ressources locales, des règles et des aides adaptées aux agricultures familiales, augmenter l'accès à la terre et améliorer le niveau et la qualité de vie des travailleurs ruraux : c'est là que les investissements doivent se tourner en priorité.
- Le détournement de productions agricoles alimentaires à des fins énergétiques ou industrielles doivent être interdites
- L'annulation de la dette des pays pauvres qui plombe leur développement alimentaire et humain doit être effective et l'augmentation de l'aide publique au développement des pays de l'UE dont celle de la France tombée à 0,39% en 2007 doit atteindre 0,70% de la richesse nationale comme les pays riches l'ont promis en 1970 et le promettent chaque année lors des sommets du G8.
- Et au niveau européen, cette crise pose la question du rôle de l'agriculture dans le développement. C'est cette question qui devrait être au cœur de la réforme de la politique agricole commune (PAC)
- La crise alimentaire ne peut être résolue au détriment des impératifs écologiques, face à la déforestation massive, le développement des OGM, l'épuisement des sols autant de facteurs qui accentuent la crise